



20 juin 2017

(17-3298)

Page: 1/7

**Comité des restrictions appliquées à des fins
de balance des paiements**

Original: espagnol

**NOTIFICATION CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 9 DU MÉMORANDUM
D'ACCORD SUR LES DISPOSITIONS DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR
LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994
RELATIVES À LA BALANCE DES PAIEMENTS**

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR L'ÉQUATEUR

La communication ci-après, datée du 16 juin 2017, est distribuée à la demande de la délégation de l'Équateur.

Note n° 4-7-76/2017

Genève, le 16 juin 2017

M. l'Ambassadeur Xavier CARIM
Président du Conseil général de l'OMC

Excellence,

Au moyen de la note n° 4-7-42/2015 du 2 avril 2015, le Chargé d'affaires de la Mission qui assure notre Représentation permanente auprès de l'OMC a notifié au Président du Conseil général de l'OMC l'adoption d'une sauvegarde à des fins de balance des paiements au moyen de la Résolution n° 011-2015 du COMEX, laquelle est entrée en vigueur le 11 mars 2015. Un exemplaire de la note et de la Résolution en question est communiqué ci-joint.

Au moyen de la note n° 4-7-139/2016 du 10 octobre 2016, a été notifiée également la Résolution n° 021 du COMEX établissant le calendrier d'élimination progressive de la sauvegarde susmentionnée. Ledit calendrier a été strictement respecté jusqu'à la phase ou tranche finale, qui a été mise en œuvre le 1^{er} juin dernier au moyen d'une communication du Ministère du commerce extérieur au Service national des douanes de l'Équateur, laquelle je me permets de communiquer ci-joint pour plus de détail et de clarté.

Après ce bref rappel du contexte, et conformément au paragraphe 9 du Mémorandum d'accord sur les dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 relatives à la balance des paiements, j'ai l'honneur de vous notifier - et de notifier par votre intermédiaire au Conseil général et au Comité des restrictions appliquées des fins de balance des paiements - que le Ministère du commerce extérieur a ordonné, au moyen de la Communication n° MCE-MCE-2017-0041-O du 25 mai 2017 adressée au Service national des douanes de l'Équateur, la mise en œuvre à compter du 1^{er} juin 2017 de la dernière tranche, correspondant audit mois, du calendrier d'élimination de la mesure de sauvegarde à des fins de balance des paiements qui avait été adoptée en mars 2015, et qui a désormais été totalement éliminée.

Je me permets de faire part à nouveau - à vous Monsieur le Président, au Président actuel du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, M. l'Ambassadeur Tudor ULIANOVSKI, comme à ses prédécesseurs et, bien entendu, à M. Willy Alfaro, Directeur de la Division de l'examen des politiques commerciales de l'OMC - des remerciements du gouvernement équatorien et de notre Mission, pour la collaboration constante dont nous avons bénéficié s'agissant de la mesure de sauvegarde adoptée à des fins de balance des paiements par le gouvernement équatorien en mars 2015.

Veuillez agréer, Excellence, l'expression de ma plus haute considération.

Juan Falconi Puig
Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'OMC

cc: M. l'Ambassadeur Tudor ULIANOVSKI
Président du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements

M. Willy Alfaro
Directeur de la Division de l'examen des politiques commerciales de l'OMC

ANNEXE 1

**RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR
COMITÉ DU COMMERCE EXTÉRIEUR**

N° 4-7-42/2015

Le 2 avril 2015

M. l'Ambassadeur Fernando DE MATEO Y VENTURINI
Président du Conseil général de l'OMC

Excellence,

Sur ordre des autorités de mon pays et conformément au paragraphe 9 du Mémoire d'accord sur les dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 relatives à la balance des paiements, j'ai l'honneur de communiquer ci-après la notification de la mesure adoptée par la Résolution n° 011-2015 du COMEX et deux annexes.

Veuillez agréer, Excellence, l'expression de ma plus haute considération.

Humberto Jiménez Torres
Chargé d'affaires par intérim

**RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR
COMITÉ DU COMMERCE EXTÉRIEUR****RÉSOLUTION N° 011-2015****LE COMITÉ DU COMMERCE EXTÉRIEUR RÉUNI EN SÉANCE PLÉNIÈRE****CONSIDÉRANT:**

Que l'article 276 de la Constitution de la République détermine que l'un des objectifs du régime de développement de l'Équateur est de mettre en place un système économique juste, démocratique, productif, solidaire et durable;

Que le paragraphe 5 de l'article 261 de la Constitution dispose que les politiques économique, fiscale, douanière, tarifaire en matière de commerce extérieur, entre autres, relèvent de la compétence exclusive du gouvernement central;

Que les paragraphes 2 et 7 de l'article 284 de la Constitution disposent que l'un des objectifs de la politique économique est de promouvoir la production nationale, la productivité, la compétitivité systémique et l'insertion stratégique dans l'économie mondiale, en plus de *"maintenir la stabilité économique, à savoir le plus haut niveau de production et d'emploi durables dans le temps"*;

Que l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le GATT de 1994), dans la section B de l'article XVIII, stipule qu'un Membre qui est un pays en développement est habilité, lorsqu'il éprouve des difficultés pour équilibrer sa balance des paiements et doit poursuivre l'exécution de son programme de développement économique, à limiter le volume ou la valeur des marchandises importées, à la condition que les restrictions instituées n'aillent pas au-delà de ce qui est nécessaire pour s'opposer à la menace d'une baisse importante de ses réserves monétaires ou pour mettre fin à cette baisse, c'est-à-dire, à réguler le niveau général de ses importations en vue de sauvegarder sa situation financière extérieure et d'assurer un niveau de réserves suffisant pour l'exécution de son programme de développement économique;

Que le *"Mémoire d'accord sur les dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 relatives à la balance des paiements"* de l'OMC, clarifie les dispositions de l'article XII et de la section B de l'article XVIII du GATT de 1994, ainsi que celles de la Déclaration de 1979 relative aux mesures commerciales prises à des fins de balance des paiements, les procédures applicables aux consultations, la notification et la documentation, ainsi que les conclusions des consultations;

Que l'article 2 de la Résolution n° 70 du Comité des Représentants de l'association latino-américaine d'intégration (ALADI) établit que les pays membres n'appliqueront pas de clauses de sauvegarde aux importations de produits originaires du territoire des pays relativement moins avancés en vue de corriger les déséquilibres de la balance des paiements globale;

Que, en vertu de l'article 125 du Règlement relatif au Livre IV du Code organique de la production, du commerce et des investissements (COPCI), le Ministère du commerce extérieur est habilité, en sa qualité d'organisme responsable de la politique de commerce extérieur, à effectuer les notifications et autres procédures en rapport avec les mesures de protection prises à des fins de balance des paiements, auprès des organisations multilatérales, régionales ou sous-régionales instituées par les traités ou accords commerciaux auxquels l'Équateur est Partie;

Que, par l'intermédiaire de l'article 71 du Code organique de la production, du commerce et des investissements (COPCI), publié dans le Supplément du Journal officiel n° 351 du 29 décembre 2010, le Comité du commerce extérieur (COMEX) a été créé en tant qu'organisme chargé d'approuver les politiques publiques nationales en matière de politique commerciale;

Que les alinéas e) et k) de l'article 72 du COPCI déterminent que le COMEX, en qualité d'organisme responsable de la politique commerciale, a pour fonction de réguler, de faciliter ou de limiter l'exportation, l'importation, la circulation et le transit des marchandises autres que les marchandises nationales ou nationalisées, dans les cas prévus dans ce code et dans les accords internationaux en vigueur dûment ratifiés par l'Équateur;

Que l'article 88 du COPCI détermine que l'État équatorien, par l'intermédiaire de l'organisme responsable de la politique commerciale, pourra adopter des mesures de défense du commerce susceptibles de limiter les importations de certains produits afin de protéger l'équilibre de sa balance des paiements, telles que des sauvegardes et tout autre mécanisme reconnu par les traités internationaux dûment ratifiés par l'Équateur;

Que, par l'intermédiaire du Décret exécutif n° 25, publié dans le Supplément du Journal officiel n° 19 du 20 juin 2013, le Ministère du commerce extérieur a été créé en tant qu'organe du gouvernement responsable de la politique commerciale, et désigné pour présider le COMEX, comme l'établit la troisième disposition modificative dudit décret exécutif;

Que, par l'intermédiaire de la Communication n° MCPE-DM-O-2015-005 du 4 mars 2015, le Ministère coordonnateur de la politique économique a démontré l'existence d'un déséquilibre de la balance des paiements de l'Équateur, en recommandant l'adoption d'une mesure qui influe sur le niveau général des importations pour une période de 15 mois;

Que, par l'intermédiaire du Rapport technique n° 001/2015 daté du 5 mars 2015, le Groupe interinstitutionnel composé de fonctionnaires du Ministère coordonnateur de la politique économique, du Ministère coordonnateur de la production, de l'emploi et de la compétitivité, du Ministère du commerce extérieur, du Ministère de l'industrie et de la productivité et du Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de l'aquaculture et de la pêche, a recommandé la portée et les niveaux de la surtaxe tarifaire nécessaire pour sauvegarder l'équilibre de la balance des paiements;

Dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par le COPCI, conformément à l'article 70 du Règlement relatif au fonctionnement du COMEX, établi par l'intermédiaire de la Résolution n° 001-2014 du 14 janvier 2014, et conformément aux autres règles applicables;

DÉCIDE CE QUI SUIT:

Article premier - Une surtaxe tarifaire à caractère temporaire et non discriminatoire est établie, dans le but de réguler le niveau général des importations et, de cette manière, de sauvegarder l'équilibre de la balance des paiements, conformément au pourcentage *ad valorem* déterminé pour les importations destinées à la consommation relevant des sous-positions indiquées dans l'Annexe de la présente résolution.

La surtaxe tarifaire s'ajoutera aux droits de douane en vigueur applicables, conformément au Tarif douanier de l'Équateur et aux accords commerciaux bilatéraux et régionaux auxquels l'État équatorien est Partie contractante.

Article 2 - Les importations ci-après sont exclues de l'application de cette sauvegarde:

- a) marchandises devant être nationalisées et qui ont été expédiées légalement à destination de l'Équateur, jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la présente résolution;
- b) celles prévues à l'article 125 du COPCI;
- c) marchandises importées sous un régime douanier différent de celui prévu à l'article 147 du COPCI;
- d) marchandises provenant de la coopération internationale destinées à des populations équatoriennes bénéficiant de cette aide, que ce soit par l'intermédiaire du secteur public, d'organisations non gouvernementales (ONG) ou des entités de coopération pertinentes;
- e) marchandises originaires de pays relativement moins avancés membres de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), conformément à la Résolution n° 70 du Comité des représentants de l'ALADI.

Le Comité exécutif du COMEX évaluera la pertinence de l'exclusion des cas prévus à l'alinéa d) de cet article.

Article 3 - Le suivi et l'évaluation de l'application de cette sauvegarde incombera au Ministère du commerce extérieur, au Ministère coordonnateur de la politique économique et au Ministère coordonnateur de la production, de l'emploi et de la compétitivité, afin de s'assurer que cette mesure répond de manière proportionnée aux besoins existants pour pouvoir faire face à la situation concernant la balance des paiements, étant entendu qu'elle sera atténuée au fur et à mesure que la situation s'améliorera et qu'elle sera éliminée lorsqu'elle ne sera plus nécessaire.

Article 4 - Il incombe au Ministère du commerce extérieur de notifier toute mesure visée par la présente résolution et d'effectuer les démarches pertinentes, dans les délais et dans les conditions déterminées par les accords d'intégration et les accords commerciaux internationaux en vigueur auxquels l'Équateur est Partie.

DISPOSITION FINALE

La présente résolution a été adoptée à la réunion du 6 mars 2015 et entrera en vigueur à compter du 11 mars 2015, sans préjudice de sa publication au Journal officiel.

Diego Aulestia Valencia
PRÉSIDENT

Iván Ortiz Wilchez
SECRÉTAIRE AD HOC

ANNEXE 2

Communication n° MCE-MCE-2017-0041-0

Quito D.M., 25 mai 2017

Objet: Mise en œuvre du calendrier d'élimination de la mesure de sauvegarde prise à des fins de balance des paiements – Tranche de juin 2017.

M. Mauro Alejandro Andino Alarcón
Directeur général
SERVICE NATIONAL DES DOUANES DE L'ÉQUATEUR

Monsieur,

Dans la Résolution n° 021-2016 du Comité du commerce extérieur (COMEX) figure le calendrier d'élimination de la mesure de sauvegarde prise à des fins de balance des paiements. Les surtaxes au titre de cette mesure doivent être réduites d'un tiers chaque mois entre avril et juin de cette année. Le deuxième alinéa de l'article 2 de la Résolution n° 006-2016 du COMEX, adoptée le 29 avril 2016, dispose ce qui suit: "(..) le Ministère du commerce extérieur (MCE) notifiera au Service national des douanes (SENAE) la mise en œuvre de ce calendrier".

À cet effet, je vous serais reconnaissant de bien vouloir mettre en œuvre la dernière phase de l'élimination de ladite mesure, qui consiste à abaisser la surtaxe de 5,0% à 0,0% et celle de 11,7% à 0,0%, à compter du 1^{er} juin 2017.

Je vous saurais gré de bien vouloir tenir mon Ministère informé de la mise en œuvre de la présente demande.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

M. Pablo Campana Sáenz
MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR
